

Pourquoi faut-il promouvoir
l'égalité entre les femmes et les
hommes dans le cadre des
politiques familiales ?

Hippolyte d'Albis

Quelle justification aux politiques familiales ?

- Elles sont coûteuses (au moins 4% du PIB en France)
- Elles ne sont pas régaliennes (bien qu'elles soient anciennes)

Arguments démographiques

- Ancien : baisse de la population
- Moderne : vieillissement de la population

Le vieillissement : et alors ?

-> Arguments économiques (compétitivité, financement de la protection sociale, etc.)

Arguments sociaux : « les enfants coûtent »

-> redistribution des familles *peu* nombreuses vers les familles nombreuses

Pourtant : ce n'est pas vraiment un **risque** (chômage, maladie) ; c'est *plutôt* un **choix**.

D'où retour à la justification précédente : les enfants représentent une « **externalité** ».

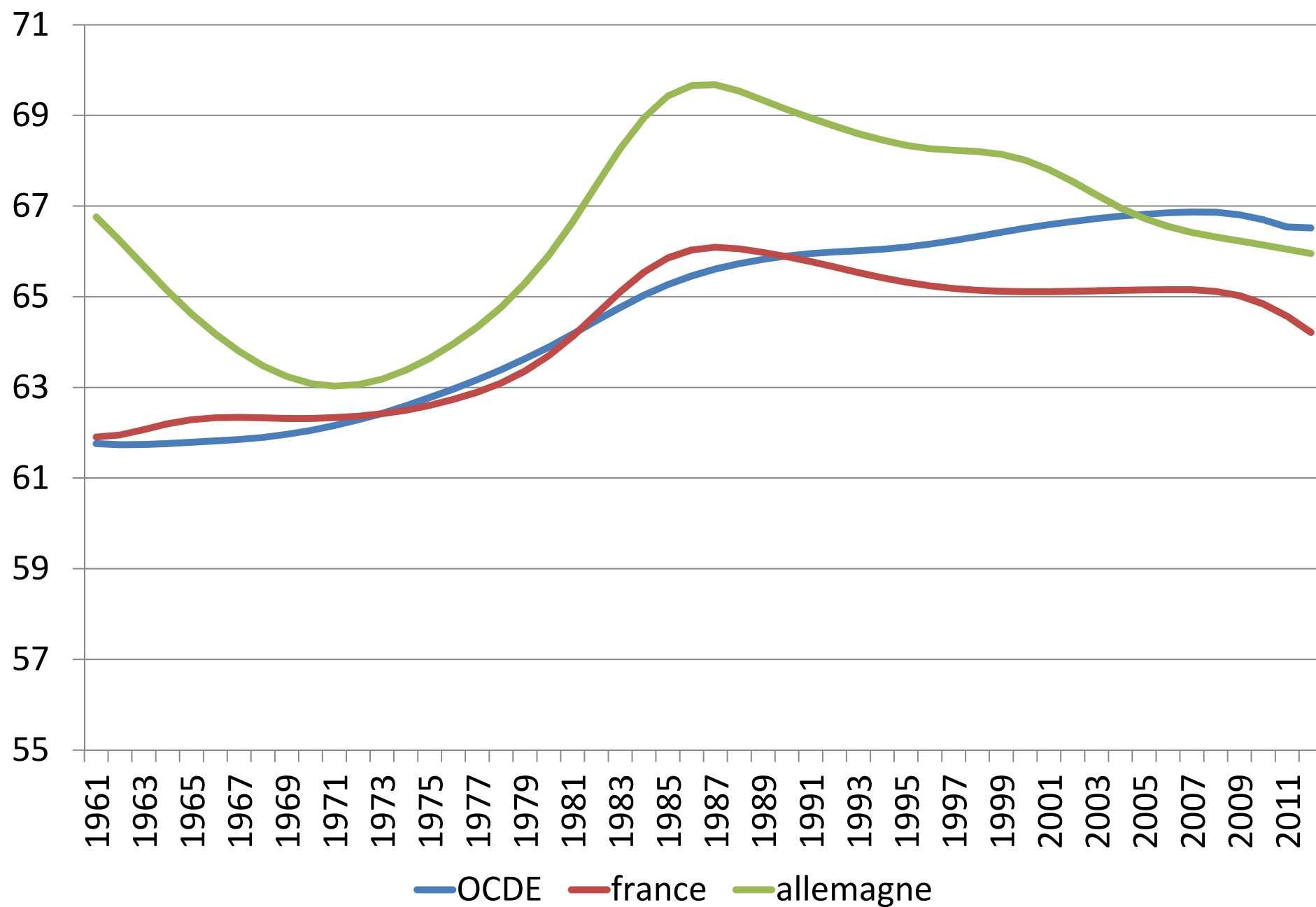
Mais le vieillissement est-il vraiment un *problème* économique ?

En 2012 :

- France (métro.) : 792 000 naissances
- Allemagne : 671 000 naissances

(la population allemande est 30% supérieure à la population française)

Part des 15-64 ans dans la population



C'est la part des personnes d'âge actif dans la population qui est déterminante

Paradoxe : une baisse de la natalité accroît (pour un temps) la part des actifs

Changement de régime à partir de :

$$1945 + 60 = 2005$$

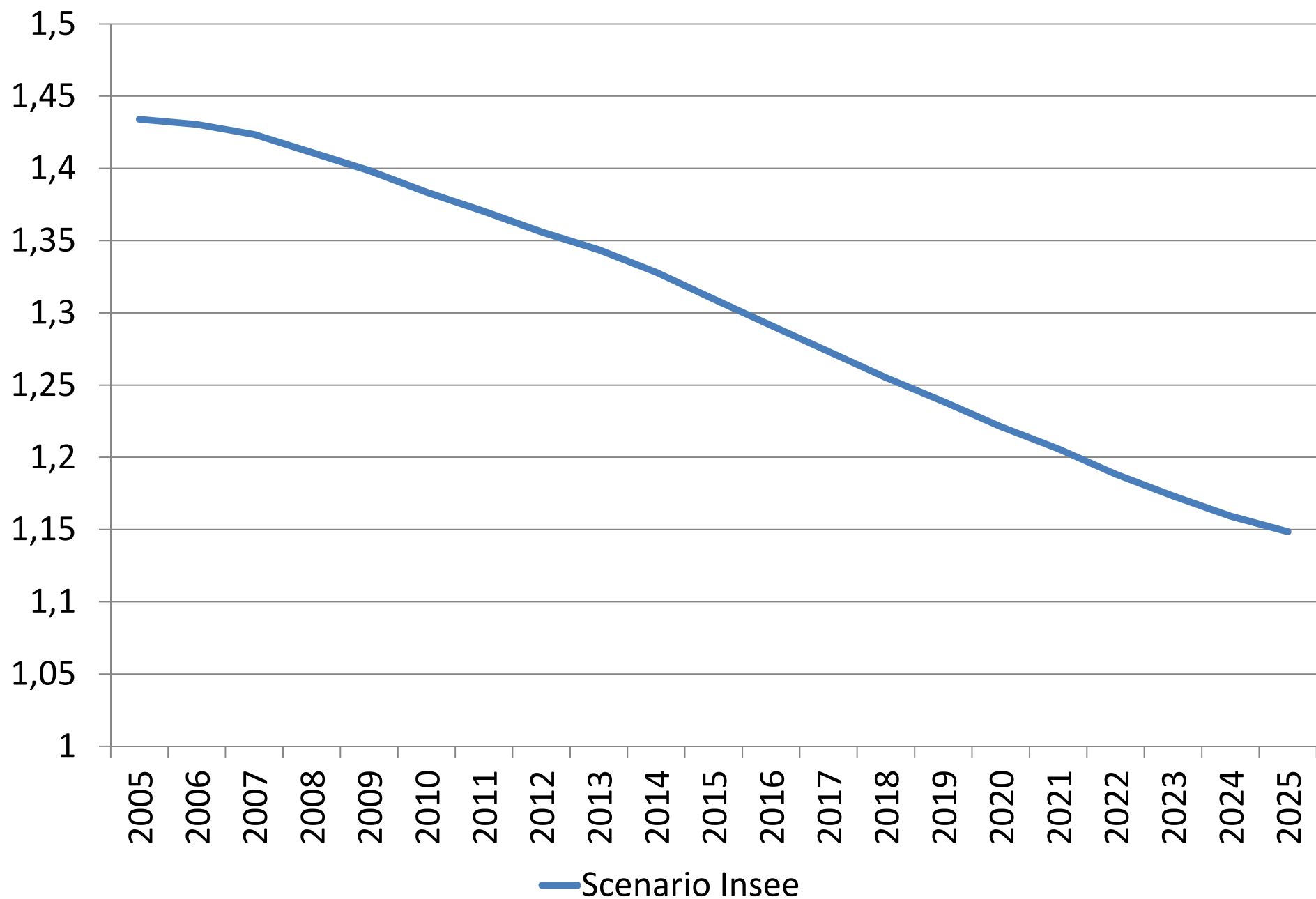
Comment maintenir la part des actifs (i.e. qui participent au marché du travail) ?

L'immigration - > va être un vrai enjeu

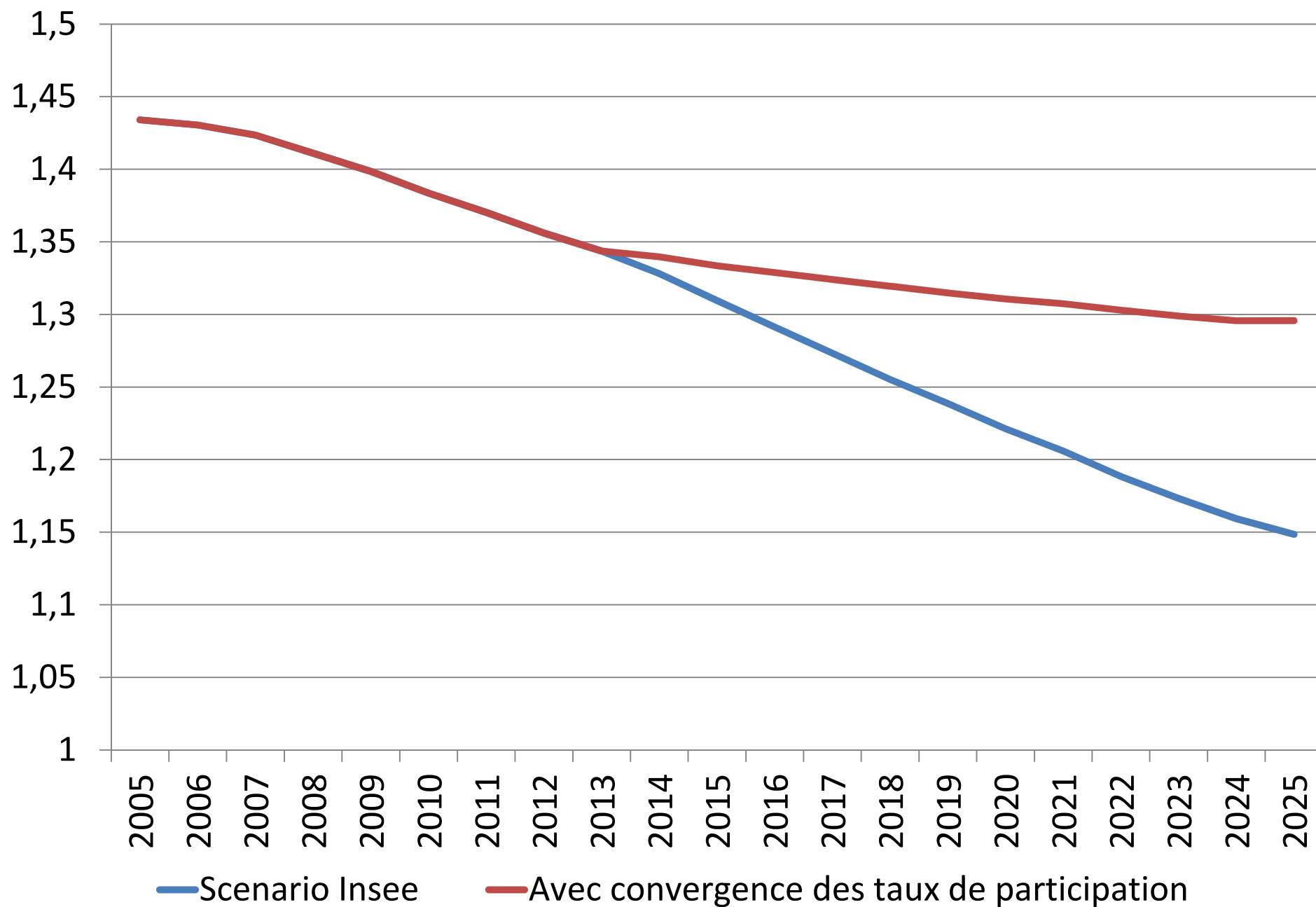
Les femmes - > des effectifs plus importants :

*10 pts de participation de plus chez les 22-55 ans
= 1,3 millions de personnes*

Part des 25-64 actifs/25 et plus



Part des 25-64 actifs/25 et plus



On demande beaucoup aux femmes ...

- des enfants
- une forte participation au marché du travail

Causalité négative de la maternité sur la participation (Moschion, 2009)

-> Il faut une politique familiale adaptée

La plupart des politiques ont un effet positif sur la natalité

Mais seules quelques unes permettent de faire concilier la vie privée et la vie familiale

Etudes sur données françaises

Politiques et participation des femmes sur le marché du travail

Effets négatifs

- Allocations (transferts monétaires) : Laroque et Salanié (2008)
- Quotient conjugal : Carbonnier (2008)
- APE : Piketty (2005) et Moschion (2010)

Effets positifs

- Préscolarisation : Goux et Maurin (2010) et Moschion (2012)

En France, la **part des allocations et réductions d'impôts** dans le coût de la politique familiale était en 2009 de **55%**.

La réorientation en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes est **nécessaire**.

Il faut promouvoir :

- L'offre de garde d'enfants
- Congés parentaux : courts, bien rémunérés et partagés